

CONSTRUIRE L'UNION POPULAIRE

Vers un parti populaire de la gauche combative

Genève, 6 mai 2023

Bilan de la LUP

La Liste d'union populaire (LUP) a présenté 36 femmes et 36 hommes (dont 11 candidat·e·s étrangers) aux élections cantonales genevoises. Plus de 500 personnes ont appelé publiquement à voter pour elle. Nous avons mené une campagne exemplaire dans la rue, dans les médias ou sur les réseaux sociaux. En cinq semaines, nous avons déposé l'initiative « Des places de crèche gratuites pour tous les enfants ». Dans l'action, nous avons soudé une équipe militante autour d'un projet commun : la construction d'un parti populaire de la gauche combative.

La LUP entendait par-là dépasser l'horizon des petites chapelles politiques pour construire un parti large, démocratique et ouvert aux adhésions individuelles. Cela ne l'a pas empêché de défendre l'alliance électorale la plus large à la gauche du PS et des Vert·e·s. C'est pourquoi, nous avons appelé à la fusion des deux listes d'Ensemble à Gauche, dont la concurrence ne pouvait permettre d'atteindre le quorum dans un contexte de démobilitation sociale et d'absentéisme populaire.

Cet automne, nous pouvons sauver le siège national de la gauche combative à Berne en sous-apparentant les listes d'Ensemble à Gauche, ce qui est non seulement possible mais obligatoire à teneur de la loi fédérale dans le cadre de cette élection.

Construire l'Union populaire

Nous devons maintenant nous engager patiemment dans la construction d'un parti de la gauche combative implanté dans les quartiers et les communes populaires. Ce

projet commence sur le terrain genevois, mais il n'a de sens que dans une perspective nationale, en lien aussi avec les autres forces de la gauche combative à l'échelle suisse et internationale. Ceci est d'autant plus vrai que les milieux populaires de notre canton sont issus de nombreux pays différents.

Près de la moitié des ménages de Genève vit dans 5 % seulement de ses immeubles d'habitation (2500 immeubles sur 45'000). Une petite moitié d'entre eux réside en Ville et une grosse moitié dans les autres communes. Sur ces plus de 100'000 ménages, la moitié sont suisses, même si ces Suisses sont en majorité d'origine étrangère et naturalisés. Nous ne construirons pas un parti de la gauche combative sans nous implanter dans ces bastions populaires très concentrés qui sont aujourd'hui de véritables déserts politiques.

Cette implantation ne peut pas passer seulement par des campagnes électorales. Le fonctionnement des institutions est en effet très éloigné des préoccupations immédiates des quartiers populaires. Cet enracinement passe par une présence régulière sur le terrain, par la constitution d'un réseau de soutiens dans ces quartiers et par l'impulsion d'actions collectives répondant aux besoins de leurs habitant·e·s.

Ce qui est vrai des communes et des quartiers populaires l'est aussi des lieux de travail. Nous devons y développer une activité en essayant d'y organiser nos membres et de soutenir un travail syndical en leur sein. Il faut notamment continuer le travail amorcé durant la campagne au sein des HUG et des TPG. Il nous faut aussi soutenir

les résistances difficiles des secteurs informels, ubérisés, etc.

Notre implantation dans les quartiers populaires et le monde du travail n'est possible qu'en partant de leurs préoccupations immédiates, mais elle nécessite aussi la construction de ponts entre celles-ci et un horizon de transformation sociale qui rompe avec la logique du profit privé. C'est le but d'un programme politique d'urgence que nous devons débattre dans notre prochain congrès.

Notre activité doit se combiner avec un travail d'éducation populaire visant à reconstruire un horizon d'émancipation sociale et de réconciliation de l'humanité avec la nature qui ne pourra se concrétiser que par l'action concertée du monde du travail qui crée toutes les richesses.

Pour cela, nous envisageons également la lutte contre le sexisme, la xénophobie, le racisme, l'homophobie, etc. ou pour la solidarité internationale comme autant de moyens pour rendre possible l'unification des classes populaires sur la base d'un combat permanent pour l'égalité en leur sein.

Nous vivons dans l'un des pays les plus riches du monde. Les classes dominantes s'efforcent d'y maintenir la paix sociale en divisant le monde du travail et en se soumettant certains de ses secteurs au nom de la préférence nationale ou cantonale. Pour autant, les inégalités sociales ne cessent de se creuser et l'espoir de s'en sortir individuellement ne peut conduire qu'à l'échec croissant de la grande majorité des défavorisé·e·s. C'est pourquoi notre projet est réaliste en dépit de sa difficulté.

Pour l'unité de la gauche combative à Genève et en Suisse

Développer une gauche populaire combative nécessite un patient travail de construction et exige des choix dans l'affectation de nos forces. Cette orientation doit

se faire autour de la défense d'un programme politique unificateur répondant aux intérêts des classes populaires ce qui nous distingue des groupes de la gauche non institutionnelle.

Pour autant, nous sommes favorables à l'unité de la gauche combative dans une seule organisation politique visant une réelle implantation populaire. Ceci implique de poursuivre la discussion avec les autres formations sur nos projets respectifs dans un climat apaisé. Dans tous les cas, nos différences ne doivent en aucun cas être un obstacle à l'unité d'action sur des objectifs politiques communs ou à l'unité électorale.

Nous voulons aussi œuvrer à l'unité d'action et au débat politique avec l'ensemble des forces qui se situent à la gauche du PS et des Vert·e·s dans les autres cantons afin de contribuer à la formation d'un front de la gauche combative au niveau national.

Les prochains pas...

L'assemblée générale de la LUP du 6 mai 2023 adopte ces orientations comme fondements de l'Union Populaire que nous voulons construire et appelle les forces et les militant·e·s qui les partagent et veulent en débattre de façon plus approfondie à nous rejoindre.

Elle annonce la préparation du premier congrès de l'Union Populaire cet automne pour adopter un programme politique, définir un mode de fonctionnement et nous fixer des objectifs de construction pour l'année 2024.

Dans l'immédiat, elle se donne des statuts provisoires et élit un comité chargé de débiter la construction de notre parti et d'organiser le congrès.

Proposition du comité de campagne